

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Engie

Effrayé par la révolte des Gilets jaunes, Emmanuel Macron a fait adopter des mesures qui représentent en gros 10 milliards d'euros. Nul n'ignore qu'il s'agit d'augmentations car pour chaque personne concernée le gain ne sera que de quelques dizaines d'euros. Mais pour Bercy et pour le patronat, c'est déjà beaucoup trop : 10 milliards annoncés au cours d'une allocution de 13 minutes, cela fait presque un milliard par minute, disait en substance Nicolas Doze sur *BFM-TV*.

Or, le jour même de l'allocution présidentielle, on apprenait qu'Engie (autrefois GDF-Suez) a transféré 27 milliards d'euros au Luxembourg pour réduire sa facture fiscale qui est infime alors que le groupe fait de substantiels bénéfices.

Le montage financier opéré par Engie est d'autant plus scandaleux que l'Etat ferme les yeux alors qu'il est l'actionnaire majoritaire du groupe. Il faudra s'en souvenir lorsqu'un gouvernement patriotique aura nationalisé les secteurs-clés de l'économie française : pour qu'une entreprise nationalisée soit utile, il faut qu'elle soit mise au service de l'intérêt national, sous le contrôle du Parlement et des salariés qui participeront à sa gestion.

Gilets jaunes

Faire

sauter l'euro !

Agriculture

La grande
délaissée ?

p. 6-7

Idées

Jean-Claude
Michéa

p. 9

Hommage à Juan Carlos I^{er} d'Espagne

A l'occasion du 40ème anniversaire de la Constitution espagnole, S.A.R le Duc de Vendôme a publié une réflexion que nous sommes heureux de communiquer à nos lecteurs.

Il y a quarante ans, le 6 décembre 1978, le roi Juan Carlos I^{er} entrait dans l'histoire. Désigné successeur « à titre de roi » par le dictateur Francisco Franco, il remettait l'avenir de la Couronne entre les mains du peuple souverain. Ce jour-là, 88,5 % des électeurs, approuvaient le texte d'une Constitution qui faisait de l'Espagne une monarchie parlementaire. Combien de rois,



avant lui, accomplirent en si peu de temps – trois années, seulement – le chemin qui mène d'un pouvoir presque absolu à la neutralité active du chef de l'État ? Pas un seul !

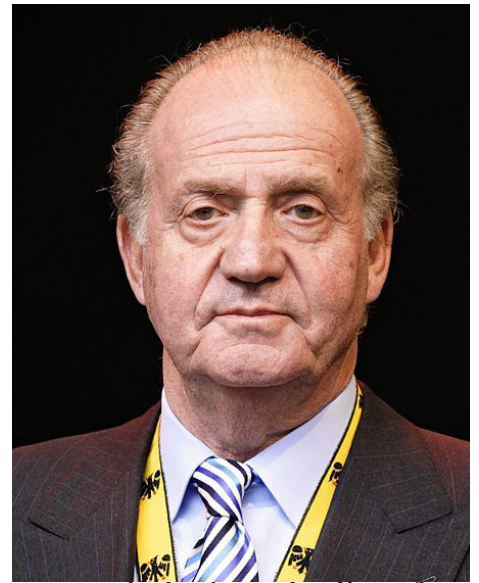
Grâce à l'action de Juan Carlos I^{er} et de son Premier ministre, Adolfo Suárez, l'Espagne devenait une démocratie reconnue et respectée de ses voisins. Disposant, en effet, d'un droit de nomination très étendu, de celui de dissoudre les Cortès et de convoquer des référendums,

le roi d'Espagne fixa la route et tint le cap contre vents et marées. On se souvient de la tentative de coup d'État militaire qu'il arrêta, seul, une nuit de février 1981. Nuit au cours de laquelle il obligea un tout jeune garçon, le prince héritier Felipe, à rester à ses côtés pour apprendre son métier de roi.

Juan Carlos I^{er} comptait alors sur l'appui des principales forces politiques. La reconnaissance des

régions autonomes – comme celle, préalable au référendum de 1978, de la Catalogne, qui approuva le texte constitutionnel à 90,5 % des voix – confortait la légitimité du régime. L'héritage social de la Seconde République espagnole fut assumé, notamment après l'investiture en 1982 de

Felipe Gonzáles, premier chef de gouvernement socialiste. L'entrée du pays dans la Communauté Européenne scellait, aux yeux du monde, ce cycle historique. La voix de l'Espagne recommençait à compter et son roi, qui assure selon la lettre de la Constitution, le plus haut degré de représentation à l'étranger, projetait l'image d'un pays moderne et à l'avant-garde. Le Commonwealth informel de la Couronne d'Espagne qui



permettait de tisser des liens forts avec les pays d'Amérique latine, au moyen de nombreux voyages, assure désormais sa part de médiation et de paix dans le monde.

La crise économique de 2008, l'occasion d'une revanche historique offerte à certaines forces de l'ultra-gauche tenues en marge des négociations de la Constitution de 1978, le défi indépendantiste catalan et les aspirations naturelles d'une génération qui n'a pas connu le moment historique de la transition à la démocratie sont autant de phénomènes qui promettent de nouveaux débats, alors que débute un nouveau règne prometteur, celui du roi Felipe VI.

Que les Français et les Européens n'oublient pas l'exemple du roi émérite Juan-Carlos alors que s se présentent à nous tant de défi, pour l'unité des peuples

Domaine Royal, Dreux, le 6 décembre 2018.

Jean de France, Duc de Vendôme

SOMMAIRE

P 1 - Cible : Engie - P 2 : Espagne : Hommage à Juan Carlos I^{er} d'Espagne - P 3 : Conseil de sécurité : Une provocation allemande - Écho des blogs : Qui sont les Gilets jaunes ? - P 4 : Mythologie : Parsifal, héraut naufragé - P 5 : Climat : Quand le Groenland reverdira - P 6- 7 : Agriculture : La grande délaissée ? - P 8 : Christophe Guilluy : La fin de la classe moyenne ? - P 9 : Idées : Michéa chez les Gilets jaunes - P 10 : France libre : Résister sur les mers - Mendès-France : Un politique en guerre - P 11 : Le Prince Jean de France : "Gilets jaunes, bâtir un projet commun" - Actualités de la Nouvelle Action royaliste - P 12 : Éditorial : « Faire sauter l'euro-carcen »

Une provocation allemande

L'Allemagne veut que la France cède à l'Union européenne son siège au Conseil de sécurité. Cette provocation doit être écrasée à coups de bottes.

Si nous prenons l'Europe au sérieux, l'Union européenne devrait parler d'une seule voix au sein du Conseil de sécurité. (...) Le siège de la France pourrait être transformé en siège de l'UE. » Les propos prononcés par le vice chancelier allemand Olaf Scholz, le 28 novembre dernier à Berlin lors d'un discours sur l'avenir de l'Europe, ont fait l'effet d'un véritable pavé dans la mare. Même s'il rajoutait, pour faire bonne mesure, qu'il faudrait naturellement donner quelques compensations à la France...

On peut prendre cette revendication à la légère. Notre ambassadeur à l'ONU en a minimisé la portée en rappelant qu'elle était impraticable dans l'état actuel de la charte des Nations Unies. Mais, malheureusement pour lui, le Quai d'Orsay a diffusé par la suite une toute autre musique : le sujet est bien sur la table, même si notre diplomatie travaille sur un autre schéma, celui d'offrir à l'Allemagne son propre siège permanent au sein du conseil de sécurité. Qui est à l'origine de cette directive ? Mystère...

Certains ont vu dans les propos de Herr Scholz une provocation calculée pour freiner les ardeurs du président français et ses rêves de Nouvelle Europe. Les choses semblent en réalité beaucoup plus graves. Comme le rapporte Edouard Husson, le sujet serait depuis quelques temps au cœur de tractations discrètes entre Paris et Berlin et le gouvernement français aurait, de lui-même, avancé certaines demandes de compensation. L'offensive allemande viserait alors à accélérer un processus en cours et à pousser Paris à sortir du bois.

Il faut bien mesurer les suites de cette demande allemande. Elle aurait comme conséquence d'affaiblir irrémédiablement notre pays, de le ravalier au rang de puissance de second rang, de le déclasser définitivement aux yeux de nos alliés anglais, américains et russes. Elle priverait aussi la France de sa capacité à faire entendre au sein de l'ONU une voix différente de celle des empires. Qui s'opposerait demain aux aventures insensées en Irak ou ailleurs ? Plus personne...

Il y a urgence à tordre le coup à ce vilain canard germanique. Des voix se sont élevées, celles de Chevènement, de Dupont-Aignan, de Mariani ou de Charlotte Girard, mais elles se sont perdues dans le brouhaha de l'actualité. Il faut questionner, requestionner le gouvernement, dans le cadre du Parlement, jusqu'à ce qu'il sorte de ses ambiguïtés. Et s'il se confirme que des avances ont été faites à Berlin, désigner le coupable de ces imprudences qui ne peut être qu'au sommet de l'Etat.

François RENIÉ

Qui sont les Gilets jaunes?

Un collectif de chercheurs (70 universitaires) a effectué une étude détaillée qui s'appuie sur 166 questionnaires distribués sur des ronds-points et lors de manifestations. Le site le-monde.fr (1) en publie les premiers résultats.

S'il n'y a pas de portrait-type des manifestants puisque ce mouvement est très hétérogène dans sa composition, il ressort de cette enquête nombre de caractéristiques significatives, parmi lesquelles :

- Une forte représentation des employés soit 45% des actifs présents, suivis des artisans, commerçants et chefs d'entreprises (14%) et des retraités (25%).

- Des manifestants d'âge moyen : 45 ans, majoritairement et également répartis autour de cette moyenne dans les tranches 36-49 ans et 50-64 ans.

- Une mixité générale composée d'hommes à 55% et de femmes à 45%, mais ce dernier chiffre est largement plus élevé au sein des catégories populaires. Surtout, soulignent les chercheurs, l'absence de leaders institués a permis une prise de parole beaucoup plus large, et nouvelle, des femmes, au sein d'un mouvement hétéroclite.

- Des mobilisés aux revenus modestes : le premier motif de mobilisation invoqué par les gens interrogés tient au pouvoir d'achat. Les fins de mois calamiteuses et l'idée de ne pas pouvoir "s'offrir le moindre plaisir" sont très présentes dans les réponses. La moitié émanant de gens non impossibles, avec un revenu médian inférieur de 30% au revenu médian national. Mais sans qu'on puisse dire pour autant que le mouvement des "gilets jaunes" est un mouvement des plus démunis : parmi les questionnaires recueillis, seulement 10% ont un revenu inférieur à 800 euros par mois.

- Enfin, 2 personnes sur 166 ont mentionné la gestion de l'immigration dans leurs réponses aux questions posées. On est très loin d'un mouvement fomenté et instrumentalisé par l'extrême-droite, comme se sont plus à l'affirmer des membres du gouvernement et un certain nombre de médias.

En résumé, cette révolte est bien celle des classes populaires et des « petites » classes moyennes où les principales revendications sont celles d'une plus grande justice fiscale et sociale avec une meilleure répartition des richesses, une considération et un respect accrus de la part de la classe dirigeante et enfin un maintien des services publics dans les zones rurales.

Autant de revendications qui seraient prises en compte et suivies de changements politico-économiques profonds dans un pays souverain mais qui resteront ignorées à cause de notre appartenance aux carcans de l'UE et de la zone euro. Il va rapidement falloir remédier à cela.

Loïc de BENTZMANN

(1) <https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/11/gilets-jaunes-une-enquete-pionniere-sur-la-revolte-des-revenus-modestes>

Parsifal, héraut naufragé

La France à nouveau en ébullition serait-elle en proie à cette blessure éternelle dont seul un être pur et miséricordieux pourrait la délivrer ?

Où est-il désormais ce Parsifal nimbé d'hymne à la joie qui devant la pyramide du Louvre s'avançait vers son Graal électoral ? Dans une geste théâtralisée, il faut éviter d'abuser des trompe-l'œil et d'emmener les spectateurs dans le décor où s'y découvrent les montages. « Qu'on vienne me chercher », disait-il mais sans penser sans doute pas qu'ils seraient si déterminés à jouer d'une telle invitation. Car cette rodomontade décalée révèle que cette élite oligarchique et suffisante n'aime pas la France et s'en méfie, lui préférant la « start-up nation », et qu'elle n'aime pas davantage les français, ces « gaulois réfractaires », ceux qui « sentent la clope » et « roulent au gasoil », ces « illettrés » « qui ne sont rien », qui coûtent « un pognon de dingue », qui n'ont qu'à « traverser la rue », qui ne seront jamais les « premiers de cordée » mais vraisemblablement toujours les premiers de corvée. En bref, ceux qui ne savent pas entrer en dévotion et communier à cette mondialement heureuse fabriquée pourtant rien que pour eux..., mais pour plus tard seulement, alors que cette fin de l'histoire théorisée semble plus sûrement concoctée pour quelques-uns dans un profit plus immédiat. Cette technocratie est un nouveau pharisaïsme où les courbes, les ratios, les taux d'endettement ou de croissance, la Réforme ou le Progrès avec évidemment leurs majuscules respectueuses, seraient les nouveaux rites d'une liturgie composée notamment « d'ouverture à la concurrence », de « maîtrise des dépenses publiques » et de « résorption de la dette », dispensant du souci de justice et d'intérêt général, c'est à dire d'un minimum de considération et de réflexion politiques. Ce Parsifal improbable, parvenu par défaut mais néanmoins légalement,

à une fonction intérimaire en pleine évanescence, ne nous dessine pas une France ambitieuse et solidaire habitée par une aventure mais bien davantage la succursale européenne d'un empire qui s'évertue à se constituer sans se nommer ni se faire reconnaître des peuples européens. « Il n'y a pas de démocratie en dehors des traités européens » nous assenait l'inénarrable Jean-Claude Juncker. Parsifal peut bien alors s'essayer à la télévision à des tessitures compassionnelles mais sa partition restera la même, consubstantielle toujours à celle de ses prédécesseurs. L'hymne à la joie n'est plus qu'un refrain triste. Ainsi de cette taxe sur les carburants mettant le feu à la « sainte Barbe » du navire alors qu'elle n'aurait eu de but que de sauver la planète... Tant que le modèle économique ne sera pas interrogé radicalement, l'écologie restera un business supplémentaire bien intégré au système ambiant et procurant des émoluments, permettant à certains de parader et de jouir de positions enviables et rémunérées. Se rend-t-on compte en effet que la France compterait 8,8 millions de pauvres (1) c'est à dire au seuil de pauvreté monétaire de 1026 €, soit 14 % des français ? Comprend-t-on que beaucoup de familles et de personnes seules qui ne peuvent pas se passer d'un véhicule, et qui ne peuvent pas davantage le remplacer, puissent être à 15 € près, que la désespérance du chômage est d'une cruelle et obsédante réalité, que la France a perdu une grande partie de son industrie, que sur un autre plan les restaurants du cœur vont servir 850.000 repas cet hiver sans compter les aides des innombrables associations qui exercent au quotidien cette fraternité plutôt que d'en discourir les principes sur les plateaux télévisés ? L'hymne à la joie est tant baigné de pleurs...

Coralie Delaume (2), et beaucoup d'autres, ne cesse pourtant de nous expliquer que nos gouvernements, hormis le coût du travail et l'accroissement de la fiscalité, n'ont plus d'autres marges de manœuvre économique, corsetés qu'ils sont par tous les abandons et les renoncements successifs de souveraineté pudiquement nommés construction européenne. L'ancienne Commissaire européenne Viviane Reding ne disait d'ailleurs pas autre chose : « Il faut lentement mais sûrement comprendre qu'il n'y a plus de politiques intérieures nationales ». Alors comme l'écrivait Franck Dedieu dans *Marianne* : « Gilets jaunes : tous à l'Elysée ? Non, tous à Bruxelles ! » (3) Le soir peut ainsi descendre sur le destin des peuples et Michel Jobert ajoutait autrefois en guise sans doute d'avertissement que : « nul ne vient relever une nation qui s'abandonne sauf pour la mettre à son service » (4). L'Europe était un gage de paix entre les peuples, vaste et louable programme emportant l'adhésion à la sortie du dernier conflit mondial. Or, la guerre d'aujourd'hui n'est bien sûr plus militaire mais économique et, surtout, institutionnalisée avec ses millions de chômeurs, de pauvres, avec même certains de ses pays exsangues et parfois pillés comme la Grèce ; le règne libéral du tous contre tous. A la fin de sa quête, Parsifal rapportait aux chevaliers du Graal la lance salvifique du Nazaréen pour guérir leur roi Amfortas mais aujourd'hui le chœur atone des députés marcheurs voit surtout brandir la lance à incendie tentant d'éteindre le chant des partisans et lesarseillaises entonnés comme autant de colères sur les pavés et les ronds point des campagnes et des villes. Que voulez-vous, si on ne respecte même plus l'opéra...

SAINT-VALLIER

(1) pourcentage donné par *Le Figaro* du 13 sept 2018.

(2) *FigaroVox* politique du 6 déc 2018.

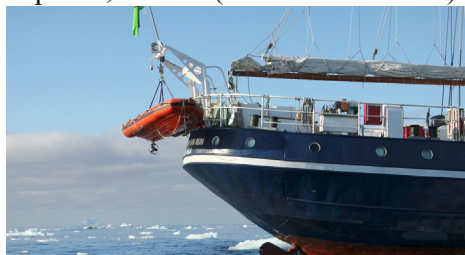
(3) *Marianne* 6 déc 2018.

(4) *Mémoires d'avenir*, Grasset - 1974.

Quand le Groenland reverdira

Le changement climatique produira de nombreux perdants mais aussi quelques gagnants : parmi ceux-ci, le Groenland (Greenland ou Terre Verte).

Territoire de plus de deux millions de km² recouvert à 84% de glace, le Groenland voit celle-ci fondre quatre fois plus vite que par le passé. Les conditions de vie difficiles qui écartaient toute possibilité d'exploitation des ressources minières se sont améliorées. Tout cela prendra néanmoins beaucoup plus de temps que prévu, peut-être plusieurs générations. Celles-ci sauront-elle attendre ? La population n'a pas progressé depuis 1975. Elle reste à 55 000 à 85% inuit. On estime que 12 000 groenlandais résident à Copenhague. Localement, la population auparavant disséminée s'est urbanisée. Un tiers vit dans la capitale, Nuuk (18 000 habitants).



Ayant délaissé les igloos pour des barres d'immeubles, les Inuit ne possèdent pas les compétences requises par les investisseurs qui font venir leurs propres travailleurs. Nuuk est peuplé pour un tiers d'étrangers.

C'est sur ce fond de tableau que s'inscrit la marche à l'indépendance de ce territoire, colonie danoise de 1721 à 1953, autonome de 1979 à 2009, autonomie renforcée depuis 2009, où pour la première fois fut reconnue l'existence d'un peuple groenlandais spécifique.

Copenhague ne conserve que la politique étrangère, la défense et la monnaie. Le Groenland a récupéré notamment la compétence minière sauf que le Danemark se réserve la commercialisation des minerais stratégiques comme l'uranium. Copenhague verse un peu moins

de 500 millions d'Euros au budget groenlandais soit presque 10 000 euros par groenlandais par an ! L'indépendance supposerait de compenser ce montant par des ressources directes, minières ou pétrolières (partagées avec le Danemark). Certains y ont cru. C'est moins d'actualité. Les élections d'avril 2018 n'ont pas connu la percée attendue des formations indépendantistes, qui restent néanmoins les arbitres du jeu entre les deux grands partis traditionnels qui ont nettement reculé. Dès septembre, une crise gouvernementale a été provoquée par le retrait d'une petite formation indépendantiste bientôt remplacée par une autre. La concurrence semble attisée par une présence chinoise que le gouvernement danois tente désespérément de contrer. Si en effet une majorité de Danois ne semble pas attachée à conserver le Groenland qui leur coûte cher, Copenhague est de moins en moins intéressée à couper le cordon ombilical qui le relie au pôle Nord et fait du Danemark une des cinq puissances arctiques (avec la Norvège, le Canada, la Russie et les Etats-Unis). Les « Arctic 5 » voient d'un mauvais œil une internationalisation de fait du Grand Nord via le Conseil de l'Arctique où la Chine – comme la France ou l'Union européenne – piétine comme observateur. Un Groenland indépendant serait une porte d'entrée directe de Pékin vers le Pôle dans le cadre des « nouvelles routes de la Soie » passant désormais par une mer partiellement libérée des glaces. Il a suffi que le Premier ministre danois se rende à Nuuk pour y offrir 200 millions d'Euros pour participer au financement de vastes infrastructures aéroportuaires prévues par Pékin, qui en feraient un hub international, pour que certains indépendantistes crient à la dépendance,

préférant les yuans aux couronnes.

Longtemps on avait cru que le Groenland serait tombé de fait dans l'orbite des Etats-Unis. Les Groenlandais ont longtemps protesté contre les restrictions qu'ils subissaient du fait de la base militaire américaine de Thulé à la pointe nord du Groenland. Ils ont au moins gagné de figurer en tiers lors du renouvellement de l'accord en 2004 entre Copenhague et Washington. Le Groenland est couvert par l'OTAN. C'est le principal cadeau fait par le Danemark à l'organisation militaire atlantique. Danois et Norvégien aujourd'hui se sont succédés comme secrétaire général, ce qui tend à maximiser le risque nordique dans la guerre froide avec la Russie. Or la frontière arctique est sans doute la plus stable de la Russie. De fait les Etats-Unis s'y sont relativement peu investis ni économiquement ni stratégiquement.

De peuplement plutôt asiatique, géologiquement américain, le Groenland a-t-il des raisons de rester politiquement rattaché à l'Europe ? Le pays a profité de l'entrée du Danemark dans la Communauté économique européenne (CEE) en 1973 pour en sortir par voie de référendum et protéger ses zones de pêche, sa principale ressource. Pour Bruxelles, il est un territoire d'outre-mer associé. Peu de personnes s'en étaient émues à l'époque. Le Parlement français avait été néanmoins appelé à débattre de la ratification du traité portant retrait du Groenland de la CEE le 20 novembre 1984. Deux anciens ministres, Michel Debré et André Giraud, avaient comparé cet événement au traité de Paris de 1763 par lequel la France abandonnait ce que Voltaire avait appelé « quelques malheureux arpents de neige », le Canada français. Les deux hommes d'Etat prévoyaient déjà à l'époque que ce territoire deviendrait un objet de convoitises entre grandes puissances.

Yves LA MARCK

La grande délaissée ?

Si l'agriculture semble au cœur des enjeux en France, notamment avec la loi EGALIM, de nombreux points restent problématiques. Or, dans un secteur en perdition, la France doit absolument défendre ses paysans. Mais veut-elle vraiment mener ce combat ?

Qui s'intéresse encore réellement aux paysans ? La question, si elle peut sembler piquante, mérite d'être posée. En dépit d'une politique volontariste officiellement affichée par le gouvernement, l'agriculture française traverse une crise profonde depuis des années. Parmi les paysans, un sur trois touche moins de 350 euros mensuels et 20 % d'entre eux ne peuvent même pas se verser de salaire. Si certaines filières comme la viticulture se portent relativement bien, la filière laitière est en chute libre. Un agriculteur se suicide tous les deux jours en France. Manque d'argent, solitude, difficultés administratives mais aussi manque



Patrick Maurin, conseiller municipal de Marmande, marche pour dénoncer la situation des paysans français.

de considération pour le métier...

Cette situation dramatique n'est que peu entendue par la classe politique. Tout au plus déplore-t-on cet état de fait, sans en tirer de conséquences. C'est pour dénoncer ce fléau que le conseiller municipal de Marmande (Lot-et-Garonne), Patrice Maurin, a entamé une marche de 540 kilomètres fin septembre. « J'avais un ami agriculteur qui a mis fin à ses jours il y a dix ans. Il n'arrivait

pas à faire face à ses dettes et il a retourné son fusil contre lui le jour où il reçut la lettre de saisie de son cheptel laitier. Il avait 58 ans et était le père de trois filles », témoigne-t-il à *France 3 Nouvelle Aquitaine*. En 2017, le gouvernement avait pourtant augmenté l'enveloppe consacrée à l'agriculture pour le budget 2018 de 400 millions d'euros. Néanmoins, le budget pour l'année 2019 a été revu à la baisse puisque 300 millions d'euros ont été rognés. De 3,18 milliards d'euros en 2018, on passe donc à 2,88 milliards d'euros en 2019, ce qui constitue une baisse de 9,4 %. Une coupe assez sévère eu égard aux difficultés traversées par les paysans français. Le sort de ces derniers reste cependant une préoccupation importante dans l'esprit des Français. En 2017, un sondage réalisé par Odoxa pour *Groupama* a révélé que 62 % des Français ont une « assez bonne opinion » des agriculteurs et 25 % une « très bonne opinion ». En outre, 93% des Français et 92% des ruraux estiment que l'agriculture est un atout pour notre indépendance alimentaire. En dépit de la hausse du budget pour 2018, une majorité de Français ne pense pas que le président de la République comprenne les préoccupations de la France rurale. C'est ce qui est ressorti d'un sondage, là encore d'Odoxa, en février 2018, où 69 % le jugent « plutôt éloigné » de ces considérations.

A ce titre, plusieurs sujets suscitent, à raison, des inquiétudes dans l'hexagone. La loi Alimentation, définitivement votée mardi 2 octobre après l'examen de 5 500 amendements, ne déchaîne pas la passion

des foules. Son but serait à la fois d'assurer une meilleure rémunération des paysans et d'œuvrer pour une alimentation plus saine. D'après un sondage réalisé récemment par ADquation, les trois quarts des producteurs laitiers ne croient pas que la loi aboutira à une meilleure rémunération du lait. Par ailleurs, comme l'explique la journaliste Giuletta Gamberini dans *La Tribune* : « Alors que les États généraux avaient abouti à un consensus quant à la nécessité d'inverser la logique de la construction des prix alimentaires, en partant désormais des coûts de production agricole, la fixation d'"indicateurs de coût de production neutres et objectifs" a finalement été confiée aux organisations interprofessionnelles. » Et la rencontre mardi 9 octobre entre Emmanuel Macron et les différentes filières agricoles ne convainc pas plus. Le président les a invitées à « prendre leurs responsabilités » pour fixer leurs coûts de production. Mais, pour la Confédération paysanne, cette mise en retrait de l'Etat est critiquable : « Le désengagement de l'Etat est dramatique sur ce dossier où les paysans ont besoin d'être protégés des griffes d'un modèle économique qui les broie jour après jour. La responsabilisation attendue des différents acteurs est un mirage auquel nous ne croyons plus, tant la discussion interprofessionnelle est tronquée par le déséquilibre des forces en présence. » La question de l'agriculture biologique pose également un problème. Si les aides à la conversion bio sont toujours du ressort de l'Etat, l'attribution des aides au maintien pour l'agriculture biologique a été dévolue aux régions. Autrement dit, ce sont ces dernières qui décident ou non de la distribution, en fonction des sommes allouées par l'Etat. Or, le budget de l'Etat envers les



régions a été réduit de 450 millions d'euros, ce qui avait provoqué, en septembre 2017, la colère des présidents de régions. On peut dès lors douter que les régions soient en mesure d'investir suffisamment pour ces aides au maintien. Pourtant, le bio est sans conteste une filière attractive et d'avenir pour l'agriculture française. L'année 2018 a été celle des records de conversions puisqu'on en a dénombré 4 300 fin juillet quand, à la même période l'année précédente, on en avait comptabilisé 3 700. Actuellement, 40 000 exploitations biologiques existent en France. Au niveau de l'Union européenne, les agriculteurs bios ne sont pas plus valorisés. On note des retards de paiement des aides de la PAC, laquelle mène, par l'octroi desdites aides, une politique d'incitation à adopter un modèle de production intensif et productiviste. La PAC maintient les paysans français et plus globalement européens dans un rapport de forces asymétrique, à grands coups de quotas qui excluent les petites et très petites exploitations. Mercredi 12 septembre, des délégations d'agriculteurs bio issues des douze départements de la région Nouvelle-Aquitaine ont manifesté à Limoges pour réclamer les sommes dues pour les années 2016 et 2017.

Trois types d'aides n'ont pas encore versées : les aides à la conversion, celles au maintien et les mesures agri-environnementales qui permettent d'accompagner les agriculteurs qui s'engagent à avoir une pratique plus propre du métier et à viser une performance environnementale pour entretenir l'espace

rural. Et l'aberration ne s'arrête pas là. Mardi 2 octobre, une dizaine d'agriculteurs bio se sont réunis à Evaux-les-Bains, dans la Creuse, pour accueillir des agents chargés de contrôler les surfaces pour la PAC 2018 (en vue des déclarations que doivent faire les paysans eux-mêmes chaque année) alors que les concernés n'ont pas reçu leurs aides depuis deux ans ! Dans le journal *La Montagne*, Mathieu Couturier, co-président du Groupement des agriculteurs bio de la Creuse, témoigne : « Sur 220 fermes bio dans le département, une dizaine attendent encore le solde de 2016. Pour la plupart, c'est 15 000 € par an qui ne sont pas rentrés. Sur deux ans, vous voyez ce que ça représente. On demande juste quand est-ce qu'on va être payés ? »

Souveraineté alimentaire

Paradoxalement, le gouvernement entend pousser la part de bio dans les cantines à 50 % d'ici 2022. Mais comment peut-il apparaître comme cohérent et sincère quand les méthodes employées visent à freiner l'agriculture biologique ? Dans son ouvrage *L'Economie du réel*, David Cayla, économiste et enseignant-chercheur à l'Université d'Angers écrit : « La concurrence effrénée qui fait disparaître les exploitations les moins rentables pousse les agriculteurs à la réduction des coûts et entraîne l'ensemble des exploitants à normaliser leurs pratiques en adoptant un modèle unique : « celui d'une agriculture intensive et productiviste. » De plus, une réforme de la PAC est en cours de négociation à Bruxelles et devrait aboutir en 2021. A ce propos, il y a lieu de s'inquiéter car la Commission européenne propose une baisse de 43 milliards d'euros sur 7 ans. Pour Hervé Guyomard, directeur de recherche à l'INRA, interviewé par le site Terre-Net.fr : « La commission rétorque que les États membres ont la possibilité d'augmenter leur cofinancement. Il ne faut pas se faire d'illusions sur les budgets communautaires alloués à l'agriculture.

» Face à ce désastre annoncé, il faut promouvoir un fort investissement de l'Etat envers ses agriculteurs français et plaider pour une souveraineté alimentaire. Un projet qui reste assez peu défendu en France. Rajoutons à cela qu'une politique sociale, écologique et favorisant un protectionnisme intelligent serait en totale contradiction avec la vision libre-échangiste européenne... Le CETA reste l'ultime trahison des élites françaises puisque le gouvernement n'a pas daigné passer par la voie référendaire. A ce jour, 90% des dispositions du CETA sont entrées en vigueur en France. Et bien que les partis libéraux se réjouissent déjà de la hausse des exportations françaises, d'autres esprits notent que 42 produits toxiques canadiens continuent de rentrer en France. Le Canada a le droit de les vendre à la France et cela sans taxes. En outre, comme l'explique David Cayla, « les Canadiens bénéficient notamment d'un coût de la terre bien plus faible. Les exploitations y sont nettement plus grandes en termes de surface, ce qui permet une agriculture plus rentable économiquement ». Les paysans français, sous cette pression concurrentielle, vont encore être jetés en pâture aux lions de la concurrence. « Pour rester compétitifs, ils [les agriculteurs européens] seront contraints de baisser leurs coûts de production, ce qui ne peut se faire qu'en intensifiant l'usages de produits phytosanitaires », ajoute l'économiste, pointant du doigt les dégâts environnementaux. Plaider pour une souveraineté alimentaire est une urgence. Mais elle suppose du courage politique, y compris celui de s'extirper du carcan européen. Les paysans français nous nourrissent au quotidien. Ils ne représentent que 3,6 % de la population active mais ils méritent qu'on se batte pour eux.

Indiana SULLIVAN

David Cayla, *L'Economie du réel, face aux modèles trompeurs*, éditions Deboeck supérieur.

La fin de la classe moyenne ?

Après *Fractures françaises*, *La France périphérique* et *Le Crépuscule de la France d'en haut*, Christophe Guilluy décortique la progressive paupérisation puis disparition de la classe moyenne occidentale. Un essai salubre et mordant contre les élites coupables qui nous gouvernent.

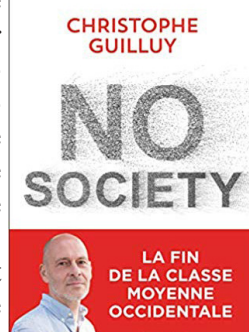
Le géographe le plus prisé des plateaux télé ces dernières années n'en devient pas pour autant paresseux intellectuellement. Son dernier essai, *No Society*, la fin de la classe moyenne occidentale [1], est sorti il y a deux mois et tombe pourrait-on dire à pic dans l'actualité. Cette insurrection populaire des Gilets jaunes, il l'avait sentie venir. Cette France périphérique, cette classe moyenne occidentale, perdante de la mondialisation dite « heureuse », diabolisée par des élites barricadées dans leurs quartiers, attachée à la culture française et inquiète de son déclassement, est aussi celle qui a revêtu son gilet jaune, qui est venue manifester à Paris et bloquer des ronds-points. Pour comprendre comment des milliers de gens peuvent se soulever contre les puissants, il ne suffit pas de tourner la tête du côté de la taxe sur les carburants (depuis abandonnée). Christophe Guilluy entame son essai en expliquant parfaitement les rouages de l'émergence de ce « monde des périphéries », qui s'est produite en France mais aussi ailleurs. Il existe une Italie périphérique, une Amérique périphérique, une Angleterre périphérique (qui souvent s'est prononcée en faveur du Brexit). Dans tous ces pays, on observe une pression populiste qui semble inaudible aux élites. Ou peut-être celles-ci ne daignent-elles pas ouvrir les oreilles et les yeux. La « nouvelle géographie sociale et politique » est bien à l'œuvre en France, entre une concentration de richesses dans les métropoles (surtout Paris) et un abandon et un enclavement des ter-

ritoires périphériques où la population est cependant majoritaire, « des zones industrielles du Nord et de l'Est aux zones ruralo-tertiaires du sud en passant par le rural de la Bretagne intérieure ». Et d'ajouter : « Une douzaine de métropoles françaises rassemblent près de 46% des emplois, dont 22% pour la seule aire urbaine de Paris. » Conséquence : la fracture sociale augmente. Dans ces territoires, le taux de chômage explose, le niveau de santé baisse. Plus généralement, la classe moyenne qui faisait office de pilier de la société française se paupérise et sa valeur de cœur battant de la France est dépréciée par les élites. En parallèle, le désengagement de l'État dans l'économie et les défaillances de l'État-Providence scellent le sort de la classe moyenne. Christophe Guilluy cite pour exemple le cas de la Grèce où l'austérité imposée à Alexis Tsipras par l'Eurogroupe interdisait « toute marge de manœuvre notamment en direction des plus modestes ». Ce délaisement des territoires périphériques s'accompagne aussi d'une politique active de citadelisation des élites, lesquelles ne craignent nullement l'incohérence puisqu'elles plaident pour le vivre-ensemble, l'ouverture totale des esprits et des frontières pour les autres mais se cadennassent dans des quartiers inaccessibles. Elles font à la fois la morale aux Français de cette France périphérique, considérés comme des enracinés avec de la glaise aux pieds et se cloîtent elles-mêmes dans des tours d'ivoire où les codes sociaux sont redéfinis à leur image. Ce snobisme à la fois social, identitaire et géographique

entraîne des effets là aussi dévastateurs sur l'assimilation des étrangers. En effet, si les élites passent leur temps à accabler cette classe moyenne paupérisée, à la diaboliser, la mépriser, quels étrangers auront envie d'appartenir à cette large majorité ? « Qui veut être un déplorable ? », rappelle-t-il en reprenant le terme employé par Hillary Clinton pour qualifier l'ancienne classe moyenne américaine déclassée. Jadis, c'était cette classe moyenne qui accueillait les étrangers car c'était elle qui était considérée comme référent social et culturel. Et pendant que les fractures se créent entre immigrants et Français, les élites se tiennent à distance, dans des « nouvelles cités-Etats », en se bouchant le nez face aux peurs légitimes de cette classe moyenne dans l'insécurité culturelle. On en arrive à un abandon pur et simple du *Bien commun*. Guilluy ajoute : « Jamais des classes dominantes n'avaient développé un tel mépris de classe, une telle volonté de s'extraire de la société. » Mais, face à ce constat, les classes populaires « exercent aujourd'hui une pression inattendue sur le monde d'en haut », dans le but de « protéger un capital social et culturel qui structure toute société ». Nous en avons la preuve actuellement avec les Gilets jaunes qui montrent de manière éclatante ce réveil furieux d'une France périphérique qu'on cherchait à faire taire depuis des décennies mais qui n'avait pas dit son dernier mot. C'est le cri de la classe moyenne qui ne veut pas mourir.

Indiana SULLIVAN

[1] Christophe Guilluy, *No Society, la fin de la classe moyenne occidentale*, Flammarion.



Michéa chez les Gilets jaunes

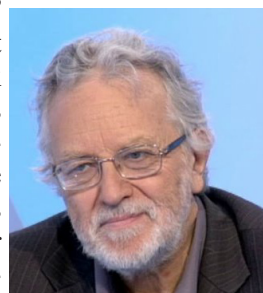
L'actualité la plus brûlante devrait nous contraindre à nous poser certaines questions. Comment dans le cadre d'une économie capitaliste, dont la règle fondamentale est la croissance continue de la production, et par conséquent la diffusion de la richesse produite, le phénomène d'appauvrissement révélé par la révolte des gilets jaunes est-elle possible ?

Dans la foulée des Trente Glorieuses, on aurait pu imaginer un progrès continu qui nous éloigne de toute tendance à la paupérisation. Or, c'est bien le contraire que nous observons. En bonne logique, nous devrions nous interroger sur les causes, et donc remettre en question ce capitalisme, notamment dans les formes qu'il a revêtu dans les dernières décennies, alors qu'on célébrait sa victoire définitive et l'impossibilité de sortir du « cercle de raison », hors duquel il n'y avait que folie et régression. Depuis plus d'une vingtaine d'années, Jean-Claude Michéa est un des rares théoriciens à avoir osé le blasphème suprême. En 2006, il dénonçait *L'impasse Adam Smith*. Dès 1995, en célébrant la figure de George Orwell « anarchiste tory », il mettait à l'honneur une tradition populaire et ouvrière que la gauche avait trahie en se ralliant de fait, avec armes et bagages, à la philosophie du libéralisme. Un libéralisme non seulement économique, mais intellectuel et politique.

Cette trahison est, aujourd'hui, avérée, avec le décalage impressionnant entre les soucis de la classe moyenne révoltée et la militance sociétale d'une gauche, qui depuis le tournant de 1983, a complètement renoncé à défendre les intérêts des classes populaires. Jean-Claude Michéa est un des rares philosophes politiques à avoir expliqué les raisons de ce décalage. Tout simplement, la gauche a définitivement tourné le dos à la tradition ouvrière et anti-capitaliste et se trouve dans l'incapacité de remettre en cause un système qui creuse de plus en plus, et de façon de plus en plus scandaleuse, les différences entre la petite minorité des supers gagnants de la mondialisation et les millions de déclassés qui n'arrivent plus à gagner honnêtement leur vie.

Il est vrai que pour démonter ce système d'exploitation, Michéa n'hésite pas à revenir aux analyses du *Capital* de Marx. Ce n'est nullement pour rejoindre la filiation léniniste du marxisme, mais pour mettre en évidence une critique de fond, qui a retrouvé toute sa puissance avec les ravages de l'ultra-libéralisme. D'une certaine façon, notre philosophe rejoint son collègue montpelliérain, Michel Henry, qui lui aussi avait mis à jour un Marx aux antipodes du matérialisme vulgaire, auquel les déviations totalitaires du communisme avaient conduit. Ce Marx-là est celui qui avait montré comment le capitalisme aboutit « à noyer progressivement dans "les

eaux glacées du calcul égoïste" toutes les valeurs qui paraissaient encore évidentes ou sacrées aux yeux des générations précédentes (...). Il devait donc forcément arriver un moment où ce processus de dynamitage continu des cultures pré-capitalistes finirait par éveiller l'idée (dont seul Sade avait eu l'intuition au XVIIIe siècle) selon la-



quelle tous les montages normatifs légués par l'histoire - y compris par conséquent, ceux du sens commun et de la décence commune - ne représentaient, en fin de compte, qu'une série de "constructions culturelles arbitraires" et de surcroît élaborées dans l'unique but de dominer ou de "stigmatiser" telle ou telle catégorie de la population... »

La critique de Marx se révèle a posteriori, non seulement pertinente sur le terrain de l'exploitation économique, mais aussi sur celui de la philosophie politique et même de l'anthropologie. Car, « les eaux glacées du calcul égoïste » désignent le milieu même de la conception libérale des relations humaines. L'individualisme absolu préside à ces relations, et sous couvert de garantir à chacun une liberté absolue, dénude les individus de toute appartenance sociale et de toute solidarité. La vieille conception aristotélicienne de l'homme comme animal social vole en éclats. Depuis Hobbes, on sait que l'homme est un loup pour l'homme et que la politique ne consiste plus qu'à le protéger d'une telle rapacité. C'est le Droit, conçu sous le seul angle de la protection des libertés individuelles qui deviendra le sésame absolu de l'organisation sociale. Mais ce Droit sera désentravé de toute relation avec une conception philosophique ou religieuse de l'existence, celle-ci étant renvoyée au domaine privé. Pierre Manent n'avait-il pas souligné que « le libéralisme est le scepticisme devenu institution » ?

L'autre postulat de la théorie libérale, a fortiori de l'ultra-libéralisme tient à la prépondérance de la sphère économique, qui, du coup va occuper tout l'espace et conduire à la disparition du politique proprement dit, au profit de la gouvernance. C'est la fameuse thèse de Saint-Simon qui substitue au gouvernement des hommes l'administration des choses. On pourrait certes concevoir une sage administration, mais dès lors que l'économie aboutit à l'expansion indéfinie de la production et, aujourd'hui au développement sans mesure de la finance, c'est à une redoutable course folle que la planète est conduite. Et le Droit individualiste ne saurait nous en protéger, dès lors qu'il est coupé de toute référence aux finalités humaines. Marx l'avait lui aussi compris en ironisant sur ce qu'il appelait « le pompeux catalogue des droits de l'homme ».

Gérard LECLERC

Jean-Claude Michéa, *Le loup dans la bergerie. Qui commence par Kouchner finit toujours par Macron*, Climats, 2018.

Résister sur les mers

Créée sur le papier à Londres en juillet 1940, la Marine française libre monte en puissance au fil des ralliements et des reconquêtes territoriales puis participe pleinement à la victoire finale. Luc-Antoine Lenoir retrace ces pages d'histoire militaire et politique (1).

Le 2 juillet 1940, lorsque le général de Gaulle ordonne à l'amiral Muselier de créer les Forces navales françaises libres, celles-ci se caractérisent par l'absence de bâtiments, de logistique et de personnels. Les unités sont dispersées et Darlan, contre l'avis de ses amiraux, a entériné le projet allemand de neutralisation de la flotte, placée sous contrôle allemand... C'est le commandant du sous-marin Narval qui, le premier, lance un appel à rallier les bases britanniques. Malgré le drame de Mers-el-Kébir, des navires et des hommes rallient l'Angleterre si bien que, dès la fin d'août 1940, des opérations peuvent être envisagées en coopération avec la Royal Navy.

En septembre 1940, trois avisos et plusieurs autres bâtiments français participent à la malheureuse opération sur Dakar. Les Forces navales françaises libres participent à la Bataille d'Angleterre et organisent des missions de renseignements – notamment celle du réseau Nemrod qui aboutira à l'arrestation d'Honoré d'Estienne d'Orves. A peine commencée, l'histoire des FNFL est durement marquée par les rebondissements de l'affaire Muselier. Exposées avec précision par Luc-Antoine Lenoir, l'arrestation, la libération et la rupture entre l'amiral et le général de Gaulle troublent les Forces navales sans perturber les opérations : protections des convois de l'Atlantique, reconquête de Saint-Pierre-et-Miquelon, opérations dans le Pacifique, convois vers l'Union soviétique...

Après le débarquement en Afrique du Nord, la fusion entre les FNFL et les marins qui étaient restés sous les ordres de Vichy sera difficile, ce qui n'empêchera pas la Marine française et ses fusiliers marins de s'illustrer en Italie et lors des débarquements de Corse, de Normandie et de Provence. Les humiliations de 1940 ont été glorieusement effacées.

Yves LANDEVENNEC

(1) Luc-Antoine Lenoir, *Résister sur les mers, Une histoire de la Marine française libre*, Le Cerf, 2018.



Un politique en guerre

Le livre et les notes que Pierre Mendès-France rédigea pendant la guerre nous rappellent qu'il fut un combattant héroïque et un politique pleinement dévoué à la France libre.

Issu d'une famille judéo-portugaise installée à Bordeaux à la suite des persécutions catholiques ibériques, député radical de l'Eure à partir de 1932 puis sous-secrétaire d'Etat au Trésor dans le second gouvernement Blum, franc-maçon de surcroît, Pierre Mendès-France avait toutes les raisons d'être haï par l'extrême-droite. Il le fut.

Pourtant, le jeune député est un patriote exemplaire. Engagé volontaire en 1939, lieutenant dans l'armée de l'air, il passe le brevet de navigant à Beyrouth et revient en France le 4 mai 1940. Muté à Bordeaux, il s'embarque sur le Massilia pour poursuivre la guerre. Arrêté pour « désertion » sur ordre du général Noguès, résident général au Maroc, puis transféré à Clermont-Ferrand, il est jugé et condamné à six ans de prison par le tribunal militaire.

Le récit de ces moments de déroute et de trahison est saisissant. On voit comment des officiers – à commencer par Noguès – passent de confortables compromis avec eux-mêmes et avec Vichy puis deviennent les complices actifs de la dictature. Vengeances méticuleuses, négation permanente des règles de droit, antisémitisme virulent : les ennemis du régime et les simples suspects sont persécutés jusqu'en prison et Pierre Mendès-France est tout particulièrement visé.

Le jeune officier s'évade, connaît les errances du clandestin puis rejoint Londres et sert sur un bombardier du groupe Lorraine comme navigateur – sans jamais pouvoir prendre le commandement de son appareil car l'antisémitisme subsiste chez certains officiers de la France libre. Mais c'est bien ce juif, ce franc-maçon, ce ministre du Front populaire que le général de Gaulle fait venir à Alger pour le nommer commissaire aux finances du Comité français de libération nationale puis ministre de l'Economie dans le Gouvernement provisoire.

Gaulliste rigoureux, Pierre Mendès-France se séparera le 6 avril 1945 du Général qui refuse la politique d'austérité que préconisait ce « collaborateur d'une exceptionnelle valeur ». A cette époque, les conflits politiques se tenaient sur les hauteurs, dans le souci primordial de la patrie.

B. LA RICARDAIS

Pierre Mendès-France, *Ecrits de résistance*, Biblis inédit, CNRS Editions, 2018.

Le Prince Jean de France : "Gilets jaunes : bâtir un projet commun"

Comme mon père le Comte de Paris qui est intervenu plusieurs fois récemment, je suis inquiet de la situation de notre pays. Le contrat politique et social d'après-guerre ne tient plus. Nous nous accordons tous pour dire qu'il faut changer nos schémas de pensée et nos comportements, ne pas vivre au dessus de nos moyens,



respecter notre environnement. Mais si nous n'arrivons pas à résoudre les fractures de notre société, nous n'arriverons à rien. Elle sont nombreuses et profondes, entre les riches et les pauvres, les élites déracinées et la population, les villes et les territoires, les religions.

Les Gilets jaunes résument ces fractures multiples. Ils représentent tous ces Françaises et Français, qui supportent tout depuis plus de trente ans mais qui n'y arrivent plus. Ils n'en peuvent plus de la cherté de la vie, du poids des impôts et taxes, d'un État qui ne les défend pas et qui ne les comprend même plus. S'agit-il de la France périphérique ? Je n'aime pas cette expression, elle est très parisienne. J'ai été parisien, mais depuis que je vis à Dreux je vois les choses autrement. D'ailleurs, sur le terrain et dans les

territoires où les gens ont gardé un certain bon sens, les manifestations de Gilets jaunes sont autres. Aux ronds-points l'atmosphère est amicale, les échanges sont possibles, les solidarités fonctionnent.

Le grand défi qui attend notre pays, c'est de retrouver au plus vite un dénominateur commun à partir duquel avancer, un socle commun à minima sur lequel nous puissions bâtir un projet fédérateur. Mais comment demander aux Françaises et aux Français des sacrifices, lorsqu'ils n'ont plus confiance dans leurs élites ? Comment se projeter dans l'avenir s'il n'y a pas de vision à long terme ? Comment réunir la population autour d'un projet commun lorsqu'on est l'élue d'une partie de la France contre l'autre ?

Je souhaiterais quand même terminer mon propos sur une note positive. A Dreux, ce 8 décembre, dans le cadre de la fête populaire des Flambarths, la paroisse avait organisé une crèche vivante. Je ne sais si la chose s'est produite de façon fortuite mais les Gilets jaunes et les forces de l'ordre se sont retrouvés un moment devant la crèche et ont entonné ensemble la Marseillaise. Peut-être que ce petit exemple peut nous donner une espérance pour sortir de cette impasse en vérité et sur des perspectives qui durent ? Courage, même si la situation est difficile ! En cette fête du 8 décembre, où les chrétiens comme moi célèbrent la Vierge Marie, permettez-moi quand même de vous souhaiter, avec un peu d'avance, un joyeux Noël, pour vous-mêmes, vos familles, et tous vos proches.

Cérémonie d'hommage

Fusillé le 26 décembre 1942 pour avoir exécuté l'amiral Darlan, Fernand Bonnier de la Chapelle est enterré au cimetière de Sèvres. La Nouvelle Action royaliste déposera une gerbe sur sa tombe le samedi 22 décembre à 11 h 45.



Comme l'an dernier, elle convie ses militants et ses sympathisants à participer à cet hommage, dans la fidélité à la France libre.

Deux rendez-vous possibles : - à la sortie de la station Pont de Sèvres, à 11 heures ; - à l'entrée principale du cimetière, à 11 h 30. Après la cérémonie, un déjeuner est prévu dans un restaurant de Sèvres. S'inscrire par message ou SMS, auprès de Laurent : 06 38 12 60 75.

MERCREDIS DE LA NAR

Reprise des mercredis de la NAR le 9 janvier avec le politologue Jérôme Sainte-Marie: **Macron et le bloc bourgeois**

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris
Tél. : 06 43 11 36 90

Directeur de la publication

Yvan Aumont

Directeur politique

Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint

Christophe Barret

Rédacteur en chef

Marc Sévrien

Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN : 0151-5772

Imprimerie spéciale de la NAR

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse électronique :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Chèques à l'ordre de : «Nouvelle Action Royaliste». Adresse : Bloc C - Boîte 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Faire sauter l'euro-carcan

La peur a saisi, début décembre, l'élite du pouvoir, des affaires et des médias. Mains témoins en font foi et les appels au calme lancés par le gouvernement et ses relais journalistiques soulignaient le début d'une perte de contrôle.

La répression violente des manifestations du 8 décembre et les annonces faites le lendemain matin par Emmanuel Macron ont accrédité l'idée d'une reprise en main. A l'Elysée, on avait compris, on s'excusait, on allait distribuer du pouvoir d'achat et lancer un vaste dialogue... Alors que les éditeurs saluaient le « tournant social » du quinquennat (1), il devint très vite évident que les annonces sur le Smic et la CSG se réduiraient à des distributions d'aumônes malgré le chiffre magique des 10 milliards de dépenses engagées sur le papier.

Il est vrai que les annonces présidentielles, l'exploitation éhontée de l'attentat islamiste de Strasbourg par le gouvernement et la menace de répression brutale des manifestations ont réduit l'ampleur des actions menées par les Gilets jaunes le samedi 15 décembre. Cependant, ces quatre semaines de mobilisation ont abouti à un double succès.

Succès tactique car Emmanuel Macron est durablement coincé : d'un côté il y a le patronat qui, le moment de peur passé, veut lâcher le moins possible ; de l'autre il y a Bruxelles qui ne veut pas trop concéder à Paris sur la règle imbécile des 3% de déficit en raison de son bras de fer avec le gouvernement italien.

Succès stratégique : les Gilets jaunes ont imposé dans le débat public les classes moyennes méprisées, appauvries et en voie de disparition face à une oligarchie tout entière résumée par cet ancien banquier devenu le président des riches. Le voici maintenant replié dans son quartier-citadelle du huitième arrondissement, piètre représentant d'une classe dirigeante enfermée dans les beaux quartiers, désormais incapable de réaliser les réformes ultralibérales dont rêvait le « bloc bourgeois » - à commencer par la réforme des retraites.

Cette lutte de classe, qui se relance en termes neufs, ouvre de vastes perspectives car il y a une expansion possible de la révolte des Gilets jaunes à la masse

considérable des travailleurs précaires ou privés d'emploi. Mais nous n'en sommes qu'au début, loin de la victoire. L'oligarchie résiste. L'impôt sur la fortune ne sera pas rétabli et le Sénat a voté le 10 décembre un allègement substantiel de taxe en faveur des exilés fiscaux. L'arsenal répressif est disponible avec blindés, *flash ball* et chiens. Le débat médiatique, dilué en d'interminables bavardages, est orienté et cadré : l'orientation est manifeste. Les chaînes d'information cherchent à extrémiser ou à infantiliser les Gilets jaunes et viennent de leur donner pour parrain un banquier franquiste, salué le bras tendu par ses partisans espagnols et abusivement présenté comme « prétendant au trône de France ».



Le cadrage consiste à éviter que soient mis en cause les traités européens et la prétendue « monnaie unique ». Sur les plateaux, rares sont les invités qui parviennent à évoquer la souveraineté de la nation. Quant aux partis réputés contestataires, ils se gardent de dénoncer les conséquences économiques et sociales de l'euro. Depuis la campagne présidentielle, Marine Le Pen est muette sur ce point et Jean-Luc Mélenchon, toujours très discret sur l'euro, a récemment déclaré à l'Assemblée nationale que « le Frexit serait une erreur ». Quand on n'expose pas les données d'un problème, il est facile de clamer que sa solution est mauvaise, voire épouvantable.

Le problème, c'est que l'oligarchie a organisé sa domination en s'appuyant sur la monnaie unique, comme système de « gouvernance » importé d'Allemagne, et sur la négation du choix démocratique des Français lors du référendum de 2005. Le carcan de l'euro est politique, économique et social. Il réduit à néant le choix des citoyens, lors des élections. Il provoque la désindustrialisation du pays et le chômage de masse. Il interdit la dévaluation monétaire et ne laisse d'autre choix que la dévaluation des salaires.

Il y a un préalable au progrès démocratique, à la justice sociale, à un nouveau mode de développement économique : le dynamitage de l'euro, qui fera sauter tout l'édifice des traités ineptes et iniques.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. sur mon blog : « Le faux « tournant » d'Emmanuel Macron.